

LETTRE OUVERTE À MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET AU GOUVERNEMENT

Ici à Mayotte : la République ne peut plus ruser avec ses propres valeurs

*Dr Soula Said-Souffou, Conseiller départemental de Sada-Chirongui,
Président du Mouvement pour le Développement de Mayotte*

Sada, le 9 décembre 2025

Monsieur le président de la République,
Monsieur le premier ministre,
Mesdames, Messieurs les ministres,

Mayotte se souvient. Car le cyclone Chido a frappé. Il a arraché les toits, éventré les maisons, ravagé les écoles, brisé les routes, balayé les illusions et mis à nu les carences de nos collectivités, les défaillances de l'État, ses lenteurs, ses politiques publiques fracturées. Plus d'un an après, les toitures béantes attendent toujours, les administrations patientent, les enfants étudient dans des établissements meurtris, les entreprises vacillent, et un mode dégradé de fonctionnement est redevenu la norme, comme si la normalité n'avait jamais été destinée à Mayotte. Loin des discours des moyens sans précédent du gouvernement, le budget de la reconstruction n'est toujours pas voté, la douleur ne s'estompe pas, et un sentiment d'abandon plane encore au-dessus de l'île, comme un nuage qui refuse obstinément de se dissiper.

Mayotte attend cohérence. La départementalisation, encore inachevée, ne peut demeurer un mirage administratif : les compétences régionales manquent, les financements vacillent, les lois louvoient, les élus sont parfois traités avec un paternalisme anachronique, et la collectivité unique doit enfin entrer dans le droit commun, avec un transfert réel de compétences, une préfecture de région et une maîtrise pleine et entière des fonds européens, car le décalage entre discours et réalité est un déni d'égalité qui ronge le pacte républicain.

Mayotte interroge la République. Car la République ne peut donner des leçons d'égalité et de droits de l'Homme à toute la planète si elle oppose un déni d'égalité aux Mahorais ; elle ne peut défendre des principes universels si elle ruse ouvertement et durablement avec ses propres valeurs là où elles devraient être les plus solides : chez elle à Mayotte. Cette violence économique et institutionnelle doit cesser.

Mayotte appelle. Elle appelle comme une terre qui se redresse, comme une île qui refuse de s'effacer, comme un peuple qui voit chaque jour grandir la faille entre la promesse républicaine et la réalité des vies brisées, et l'État doit entendre cet appel, prendre toute la mesure de la déstabilisation du territoire et mettre fin, enfin, à ce déni d'égalité institutionnalisé qui lacère nos consciences.

Mayotte tremble. Elle tremble sous le poids de l'insécurité qui s'étend, sous les flux migratoires qui bousculent l'équilibre fragile de l'île, sous la terreur des mineurs enrôlés dans des logiques qui parfois les dépassent, sous les violences qui éclatent trop tôt, trop fort, trop souvent, et sous les ingérences extérieures qui se glissent dans les interstices d'un territoire exposé à tous les dangers, tandis que la confiance des Mahorais se dérobe et que l'horizon s'assombrit. Il y a un temps pour les calculs, un autre pour la dignité.

Mayotte suffoque. Elle suffoque sous la pauvreté qui écrase, sous le pouvoir d'achat qui s'effondre, sous les prix de la construction qui flambent sans raison comme des braises incandescentes, et sous un modèle économique qui tourne à vide, qui n'irrigue pas la terre, qui ne nourrit pas les familles, qui maintient l'île dans une dépendance indigne, alors même qu'elle aspire à bâtir son propre développement et à rompre le joug de comparaisons injustes avec des puissances étrangères voisines.

Mayotte s'épuise. Elle s'épuise dans une école qui ne décolle plus, où chaque année trois à quatre mille jeunes sortent sans diplôme, sans qualification, sans boussole, dans des classes où la violence est devenue l'ambiance, où les moyens s'amenuisent, où l'institution est écrasée par les défaillances d'autres politiques

publiques, sur une terre où le sous-développement institutionnalisé s'avance, lent, sûr, déterminé, transformant l'avenir en bombe à retardement.

Mayotte se fissure. Sa frontière maritime devient une blessure ouverte, des maladies oubliées resurgissent, sa stabilité chancelle, et sa température démographique grimpe au point que la moitié de sa population est étrangère ; oui, l'État doit agir, exercer pleinement ses missions régaliennes, sécuriser, protéger, réguler, tenir ses engagements, ou répondre de ses manquements comme les élus locaux, car l'absence d'action nourrit la défiance et creuse le fossé entre Mayotte et la République.

Mayotte se cabre. Elle ne peut plus porter seule le différend territorial entre la France et les Comores ; ici, il n'y a pas d'apatrides, aucun, chaque personne a la nationalité de ses parents d'ici ou d'ailleurs, et la cohérence des politiques publiques en matière de sécurité, de justice, de santé, de développement économique exige une réponse ferme, claire, alignée, qui reconnaisse enfin la singularité de cette terre injustement reléguée aux confins de la République.

Mayotte se défend. Elle exige que la doctrine d'emploi des forces soit repensée, car la violence idéologique et terroriste n'est pas endémique à Mayotte et ne peut plus être traitée comme une simple délinquance ordinaire ; il faut identifier, neutraliser, protéger, renforcer le renseignement, déployer temporairement l'armée si nécessaire, et mener un diagnostic global pour calibrer des actions adaptées, loin des demi-mesures, de la naïveté coupable à l'égard des ingérences étrangères et des comparaisons qui ne disent rien de la réalité mahoraise.

Mayotte réclame justice. Et cette justice passe autant par la fermeté envers ceux qui blessent que par le soin à apporter à ceux qui souffrent : il faut traiter la douleur, l'angoisse, la détresse quotidienne des victimes, faciliter leurs démarches auprès de la commission d'indemnisation, rétablir la confiance blessée, tout en créant un véritable centre de prise en charge de la jeunesse déviante pour éviter qu'une génération entière ne glisse dans l'abîme.

Mayotte réclame avenir. La dépense sociale absorbe tout, partout, le développement reste marginal, les entreprises se débattent sans souffle, la justice, sans abri digne, peine à rendre justice, les victimes sont narguées, les forces de l'ordre moquées par des mis en cause aussitôt appréhendés, aussitôt relâchés ; le statu quo est devenu un gouffre dont nul ne peut sortir sans vision, sans courage, sans réforme profonde. Voilà les ingrédients essentiels du sous-développement à combattre, résolument.

Mayotte s'affirme. Elle se tient au cœur d'une zone stratégique où se croisent les enjeux économiques, migratoires, sécuritaires et géopolitiques du canal du Mozambique ; elle doit être portée sur la scène régionale et internationale, solidement soutenue, diplomatiquement ancrée, et défendue avec la lucidité que commande l'époque. La République ne doit pas répéter, ici, ses erreurs africaines au risque d'intensifier la peine.

Mayotte rappelle son amour. Un amour exprimé mille fois, dans les urnes, dans les rues, dans les discours, dans les sacrifices ; un amour qui dit son attachement profond à la France. Mais, l'amour ne peut être à sens unique : la France ne saurait durablement répondre par un déni d'égalité, de justice économique et sociale à un territoire qui n'a cessé de choisir la République, encore et toujours.

Mayotte demande un choix clair. Enracinement total dans la République ou lente dérive vers les forces déstabilisatrices : il n'y a plus d'entre-deux. L'île ne peut plus être le laboratoire du chaos et du fatalisme ; elle doit devenir un champ de construction, de développement, un lieu d'avenir, un territoire debout, digne.

Mayotte exige action. Assez de détours. Assez de demi-mots. L'heure est venue d'agir. L'île doit exister pleinement, intensément, dans l'égalité républicaine, sans être enchaînée aux projets d'une puissance étrangère ni sacrifiée aux compromis d'une diplomatie timorée qui a trop longtemps fait de Mayotte le dindon d'une farce géopolitique qui n'a que trop duré. L'île doit enfin exister librement, totalement, dans la République.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président de la République, Monsieur le premier ministre, Mesdames, Messieurs les ministres, l'expression de ma haute considération.